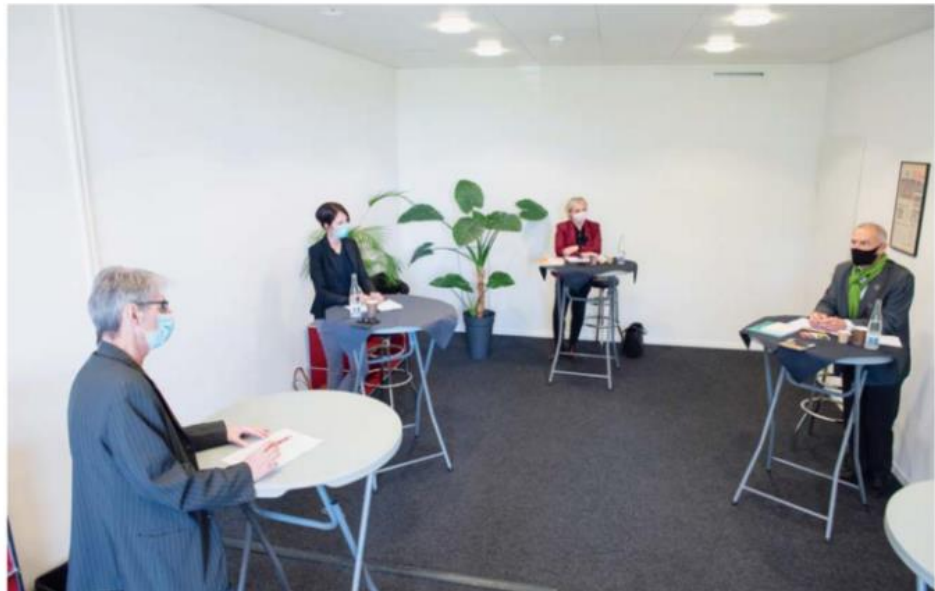


Notre grand débat du second tour

Ils seront six à batailler, le 9 mai, pour l'un des cinq sièges disponibles au Conseil d'Etat. Trois d'entre eux, Florence Nater (PS), Crystel Graf (PLR) et Roby Tschopp (Les Verts), ont participé au débat organisé par «ArcInfo».

TEXTES VIRGINIE.GIROUD@ARCINFO.CH, DANIEL.DROZ@ARCINFO.CH ET NICOLAS.WILLEMEN@ARCINFO.CH / PHOTOS LUCAS.VUTTEL@ARCINFO.CH

→ «ArcInfo» a accueilli dans ses locaux de Neuchâtel trois des six candidates et candidats au Conseil d'Etat, la socialiste Florence Nater, la libérale-radical(e) Crystel Graf et le Vert Roby Tschopp. Pourquoi ces trois-là? Parce qu'ils sont arrivés respectivement 4^e, 5^e et 7^e du premier tour, et qu'ils sont logiquement plus exposés à la défaite, le 9 mai, que les sortants Alain Ribaux (PLR), Laurent Favre (PLR) et Laurent Kurth (PS). Rappelons qu'il n'y a que cinq sièges pour six prétendants. «Le ton s'est durci. C'est aussi le jeu pour un second tour», constate Crystel Graf. A la suite de son excellent score du premier tour, celle-ci est devenue la cible privilégiée de la gauche. «Les candidats ont clairement des projets de société qui sont différents. Il est relativement normal que le débat soit plus vif», relève Florence Nater. «Nous savons que le soir du dimanche 9 mai, il y aura une personne qui sera déçue. Les fronts se durcissent un petit peu. Ça fait partie du processus. Je ne crois pas qu'il y ait une agressivité particulière», relève Roby Tschopp.



Trois des six candidats au Conseil d'Etat neuchâtelois étaient invités, mardi, dans les locaux d'«ArcInfo» pour répondre aux questions de nos journalistes.

Sur la jeunesse et la formation

Le groupe popertssol souhaite modifier la constitution et rendre la formation obligatoire jusqu'à 18 ans. Une solution pour lutter contre la précarité des jeunes?

Florence Nater: Je suis favorable au but poursuivi par ce projet. Dans le canton, 10% des jeunes de moins de 25 ans se retrouvent sans formation. En revanche, je ne suis pas convaincue par le chemin envisagé. Il ne faut pas imposer une formation, mais l'Etat doit accompagner ces jeunes jusqu'à l'âge de 18 ans, afin qu'ils ne disparaissent pas du circuit.

Roby Tschopp: Si le groupe popertssol a proposé une obligation constitutionnelle, c'est pour garantir un véritable suivi pour ces jeunes en rupture. Avec une base constitutionnelle, on peut mobiliser des moyens différents de

ceux qu'offrirait une loi. Cela se fait déjà à Genève. Cette proposition n'a rien d'un ovni à la sauce neuchâteloise! Crystel Graf: La contrainte n'est pas une solution. Par contre, c'est important de ne pas abandonner ces jeunes dans la nature. Un travail en amont se fait déjà, comme à La Chaux-de-Fonds, avec les classes «TE +» destinées à accompagner les jeunes en difficulté scolaire.

Les cas de délinquance juvénile ont augmenté dans le canton. Comment lutter contre ce phénomène?

Roby Tschopp: Je ne veux pas minimiser ce phénomène: la délinquance doit être combattue. Mais je constate une hypersensibilité de l'adulte vis-à-vis de la jeunesse et de ses marges. Je préconise la réhabilitation plutôt que la ré-



Selon la libérale-radical(e) Crystel Graf, rendre la formation obligatoire jusqu'à 18 ans n'est pas une solution.

pression, afin de réinsérer ces jeunes dans la société. Mais il faut s'en donner les moyens: nous manquons de places dans les foyers éducatifs.

Crystel Graf: On atteint le pic connu en 2012, avant que ça ne retombe. On peut donc espérer que la situation s'améliorera. En 2020, deux éléments ont contribué à cette hausse: une vague de délinquance durant l'été sur le Littoral, ainsi qu'un phénomène de bandes dont certains membres sont domiciliés dans les Montagnes. Il faut accompagner ces jeunes, comme cela se fait déjà dans le canton, avant d'arriver à l'ultima ratio, qui serait le placement en établissement fermé.

Florence Nater: Sur le volet de la répression, le canton de Neuchâtel fait assez juste. La police a été efficace avec l'opération «Littos». Mais il faut surtout s'interroger sur la situation globale des jeunes. On observe un doublement de la prévalence de

symptômes dépressifs graves chez les jeunes entre 14 et 24 ans, en lien avec le Covid. Le canton agit déjà en matière de prévention.

Avec la suppression des filières (préprofessionnelle-moderne-maturité) et l'introduction de branches à deux niveaux, la réforme scolaire suscite des critiques. Faut-il revenir en arrière?

Florence Nater: Ce nouveau système est juste dans sa finalité: il permet de valoriser les élèves là où leurs compétences sont les meilleures, en évitant de leur coller une étiquette stigmatisante. Mais c'est un défi compliqué sur le terrain. De plus, ce système continue de valoriser davantage certaines branches, comme le français ou les maths, plutôt que d'autres.

Roby Tschopp: Pour l'instant, aucune étude ne montre que le nouveau système serait moins bon. Dans l'idée, cette réforme me paraît bonne. Elle donne la chance aux élèves de bénéficier du meilleur niveau dans les branches où ils sont à l'aise. Ce système change la dynamique des classes. Mais il me semble que les jeunes l'ont assez bien assimilé.

Crystel Graf: Il ne faut pas revenir en arrière. J'ai entendu les critiques des directions et des enseignants. C'est le fait même d'une réforme: il faut un temps d'adaptation et peut-être que des choses devront être corrigées. Faudra-t-il ajouter un troisième niveau, je ne sais pas. On a peu de recul, il faut attendre des études consolidées sur la question. **VG**

Sur le défi économique post-Covid

L'emploi, l'économie, la sortie de la crise sanitaire, la fiscalité: autant de sujets qui préoccupent la population neuchâteloise. Ils sont liés, et sont au cœur du second tour de la course au Conseil d'Etat.

Crystel Graf (PLR), Florence Nater (PS) et Roby Tschopp (Les Verts) vont quasiment dans la même direction mais n'empruntent pas les mêmes chemins.

«L'état de l'économie du canton est très contrasté. Des entreprises ont très bien franchi cette crise, tant mieux. D'autres l'ont subie de plein fouet. Il y a une approche intelligente à avoir pour le plan de sortie de crise», relève d'emblée Roby Tschopp.

Pour le représentant des Verts, «en investissant dans la lutte contre le réchauffement climatique, nous attei-

gnons deux buts: la dynamique économique locale et la sauvegarde de l'emploi.» Il évoque notamment l'isolation des bâtiments, l'installation d'énergies renouvelables locales, l'adaptation de l'agriculture locale, avec la transformation des cultures fourragères en cultures ail-

mentaires pour l'humain... «Tout ça, ce sont des emplois de proximité, locaux.»

Pas de hausse de la fiscalité

Aucun candidat ne se risque à évoquer une hausse de la fiscalité des entreprises. Ce n'est de toute façon pas la

tasse de thé du PLR. «Ces entreprises, ce sont des emplois. Il faut faire attention à ne pas dire: pendant deux ou trois ans, on augmente l'impôt sur le bénéfice. Ce serait contraire à l'objectif de sauvegarder l'emploi local», avance Crystel Graf.

«Le but est de diversifier l'économie, d'aider les entreprises qui sont en difficulté et d'en amener des nouvelles», résume-t-elle. «Cela crée de l'emploi et une nouvelle dynamique pour le canton. Cela permet à des personnes de s'y ancrer. Il faut vraiment que nous arrivions à inverser cette dynamique négative en termes de population.»

La socialiste Florence Nater va dans le même sens, en nuanciant: «Je ne suis pas dans la perspective de demander aux employeurs qui ont bien réussi dans le canton de payer plus. Que

chacun paye sa contribution est essentiel. Il faut surtout que nous préservions les ressources de l'Etat pour qu'il puisse être au rendez-vous.»

Pas si «catastrophique»

Malgré un taux de chômage de 4,7%, «il est important de dire que nous ne partons pas d'une situation aussi catastrophique que nous aurions pu le craindre. La politique qui a été menée par le département de l'économie ces dernières années a été une politique profitable, en particulier cette année, sur le front du Covid», ajoute-t-elle.

Les aides ont porté leur fruit, 6000 entreprises et indépendants ont été aidés, rappelle la socialiste, avec «20 millions d'investissement de l'Etat de Neuchâtel». «Ça n'a pas toujours été parfait, pas toujours suffisamment rapide, mais le service de l'éco-

nomie a été particulièrement réactif.»

A la sortie de la crise sanitaire, tout le monde ne sera toutefois pas tiré d'affaire. Les secteurs de la restauration ou de la culture sont notamment concernés. «Nous devons maintenir les aides tant que nous en avons besoin. Il faut cibler les cas. Nous oublions aussi souvent le sport. Nous devons le soutenir au même titre que la culture», relève Crystel Graf. «Pour la culture, c'est compliqué. Il y a beaucoup de précarité. Une situation qui pourrait perdurer», constate Florence Nater. Pour Roby Tschopp, «le service de l'économie devra faire une analyse très fine des entreprises qui méritent d'être soutenues». «Ça choquerait le sentiment d'équité si des entreprises qui n'en ont pas besoin continuent d'être soutenues.» **DAD**



La socialiste Florence Nater veut «que nous préservions les ressources de l'Etat pour qu'il puisse être au rendez-vous».

Sur le «plan climat» dessiné par le Canton

Début février 2021, le Conseil d'Etat neuchâtelois présentait son projet de «plan climat». Le Vert Roby Tschopp le juge «insuffisant», estimant aussi «trop lointain» l'échéance de 2050. «C'est le climat qui va décider et là, 2050, ce sera déjà trop tard.»

Une position que ne partage pas la PLR Crystel Graf: «Ce plan climat nous satisfait parfaitement. Il est ambitieux et réaliste tout en respectant les objectifs des accords de Paris. Si on voulait viser 2030, cela signifierait que l'on devrait entrer en décroissance.»

La socialiste Florence Nater estime également que «l'urgence climatique nécessite que l'on aille plus vite» que 2050. «Neuchâtel a une magnifique opportunité à l'horizon 2035 avec une ligne directe et rapide, base d'un

réseau de mobilité publique et collective. Par ailleurs, par une relance orientée dans des investissements conséquents dans la transformation énergétique des bâtiments, on créera des emplois de proximité et ramènera des richesses à l'intérieur du canton.»

Fin des voitures thermiques

Concernant le trafic motorisé individuel, Roby Tschopp relève que «si l'on veut qu'il soit neutre en gaz carbonique en 2050, il faut qu'il n'y ait plus que des voitures électriques ou à hydrogène. Pour cela, il faut dès maintenant que 60 à 70% des véhicules neufs qui s'achètent ne soient plus thermiques. Or le plan climat ne le dit pas.»

«2050, c'est l'objectif et si l'on y arrive avant tant mieux», ré-

pond Crystel Graf. «Mais pour reprendre l'exemple des voitures électriques, il n'y a actuellement pas assez de bornes de recharge pour ce genre de véhicules électriques. Et l'incitation à l'installation de ces bornes figure dans le plan climat.»

Gratuité des transports publics

«Je suis opposée à la gratuité des transports publics», assène Crystel Graf. «Elle coûterait 43 millions de francs par année, un montant qu'on ne sait pas comment financer sans augmenter les impôts.» Pour la candidate PLR, «il faudrait plutôt privilégier la qualité de la desserte». «Si le projet de ligne directe va passablement améliorer les choses, ce ne doit pas être le seul outil.» A l'opposé, Roby Tschopp se dit «favorable à la gratuité des



Pour le Vert Roby Tschopp, le «plan climat» cantonal n'est pas assez rapide.

transports publics». Pour l'écologiste, une partie du financement de cette mesure pourrait venir de la baisse des déductions fiscales pour les déplacé-

ments entre le domicile et le lieu de travail. Ce qui fait sur-sauter Crystel Graf, qui juge que cette baisse «pénaliserait les Neuchâtelois qui travaillent à l'extérieur du canton mais restent domiciliés ici».

Florence Nater est en faveur de «la gratuité des transports publics pour les jeunes et les personnes âgées». «Dans une perspective idéale, la gratuité pour tout le monde serait intéressante, mais tant que la desserte en transport public ne permet pas de faire le transfert modal, ce n'est pas l'objectif le plus réaliste.»

Unanimité sur les éoliennes

Les trois candidats soutiennent par ailleurs le développement de cette mesure pourrait venir de la baisse des déductions fiscales pour les déplacé-

qu'il y a certaines manœuvres procédurales qui donnent un avantage aux opposants et ralentissent fortement le processus. Nous avons besoin des éoliennes et le projet cantonal a été validé en votation populaire avec des zones précises et claires», relève Roby Tschopp, qui dit tenir au respect des contraintes liées à la protection de la nature.

Crystel Graf reconnaît qu'il s'agit d'un «sujet très sensible». Mais elle voit «mal comment se passer de cette énergie renouvelable en cette période d'urgence climatique». «Il faut être conséquents», renchérit Florence Nater. «Si on veut remplir le défi de transformer l'énergie de nos bâtiments et de nos moyens de transport, nous devons mobiliser toutes nos énergies renouvelables possibles.» **NW**

Quel est leur profil?

La PLR Crystel Graf, la PS Florence Nater et le Vert Roby Tschopp, en lice pour le Conseil d'Etat neuchâtelois, ont répondu à 52 questions sur Smartvote pour définir leur profil politique. Qu'en ressort-il?

PAR DANIEL DROZ@ARCINFO.CH

Quelles sont les différences notables entre la PLR Crystel Graf, la PS Florence Nater et le Vert Roby Tschopp? Nous avons scruté leurs 52 réponses et leurs commentaires mis en ligne sur le site de référence Smartvote pour tenter de les cerner. Petit tour d'horizon non exhaustif. Sans surprise, sur un plan général, Florence Nater et Roby Tschopp sont d'ardents défenseurs d'un Etat social fort, au contraire de Crystel Graf. Par exemple, cette dernière est favorable à un relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans pour tous. Un projet que ses deux adversaires rejettent. En matière d'économie et de travail, les mêmes lignes de front se dessinent. La socialiste et le Vert défendent le salaire minimum neuchâtelois et les horaires actuels d'ouverture des magasins. La libérale-radical

supprimerait le premier et elle est plutôt favorable à une libéralisation des seconds. Sur le plan de l'environnement, Roby Tschopp plébiscite l'interdiction des pesticides dans le canton et Florence Nater y est plutôt favorable. Crystel Graf s'y oppose: «Encourager oui, pas contraindre...», commente-t-elle à propos de mesures pour une agriculture

plus respectueuse de l'environnement, auxquelles elle est plutôt favorable.

Les pesticides divisent

Sur le plan de l'environnement, Roby Tschopp plébiscite l'interdiction des pesticides dans le canton et Florence Nater y est plutôt favorable. Crystel Graf s'y oppose: «Encourager oui, pas contraindre...», commente-t-elle à propos de mesures pour une agriculture

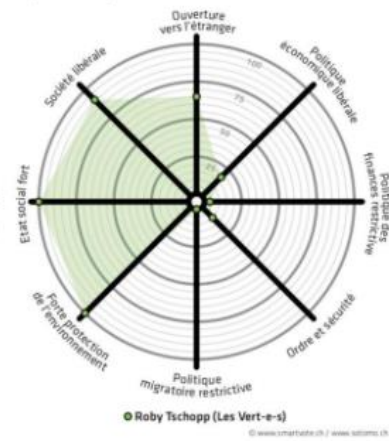
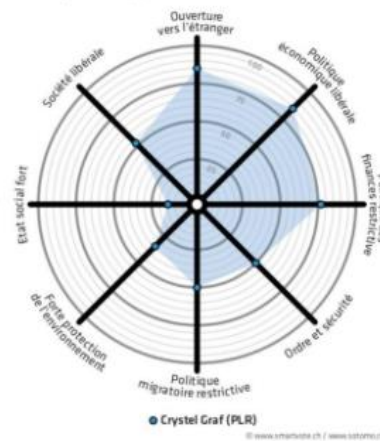
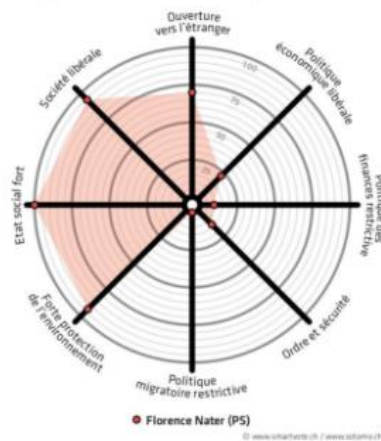
plus respectueuse de l'environnement, auxquelles elle est plutôt favorable. Sur les questions de société, la légalisation de la consommation de cannabis divise. Roby Tschopp y est favorable: «Sous des conditions de vente sévères. Pas d'accès pour les mineurs.» Florence Nater est plutôt favorable. Crystel Graf plutôt opposée. L'introduction de la notion de consentement dans la défini-

tion juridique du viol divise aussi. C'est non pour la libérale-radical et oui pour la socialiste et le Vert. Par contre, le mariage pour tous et l'accès à la procréation médicalement assistée font l'unanimité. Unanimité aussi en matière de relations avec l'Union européenne: aucun des trois ne souhaite abandonner les bilatérales pour privilégier un accord similaire à celui obtenu par le Royaume-Uni après le Brexit.

Par contre, si Crystel Graf est favorable à un accord de libre-échange avec les Etats-Unis, Florence Nater y est plutôt opposée, et Roby Tschopp l'est fermement.

Ces graphiques présentent leurs positions politiques selon huit axes thématiques. Ces positions sont calculées sur la base des réponses au questionnaire Smartvote.

Plus d'informations sur www.smartvote.ch



NOS QUESTIONS BONUS AUX TROIS CANDIDATS

Faut-il à tout prix une deuxième femme au Conseil d'Etat et qu'est-ce que cela changerait?



Crystel Graf
PLR

Avant tout, il s'agit d'un combat d'idées et le plus important, ce n'est pas le genre des candidats mais les valeurs qu'ils portent. La présence d'une deuxième femme changerait probablement les choses puisque nous avons une vision différente des dossiers et de la politique. La présence de quelqu'un de plus jeune apporterait aussi un peu de fraîcheur.

Que défendriez-vous en premier en accédant au Conseil d'Etat?



Florence Nater
PS

Je pense que c'est important d'avoir une représentation paritaire au gouvernement. La question qui est en jeu aujourd'hui n'en est pas forcément une entre un homme et une femme, mais entre des projets politiques pour ce second tour. Je suis convaincue que, par rapport aux hommes, les femmes ont une façon différente d'exercer le pouvoir. Cela peut être une construction intéressante.

C'est une bonne question, il y a beaucoup de dossiers sur la table. Je pense qu'il va falloir d'abord concrétiser Mobilité 2030. Il faudra aussi faire attention à la fiscalité. Pour moi, c'est quelque chose qui est assez fondamental. On ne doit pas étouffer le citoyen sous la charge fiscale.

Pour moi, ce serait important d'agir rapidement, dans le cadre du débat budgétaire, au sujet de l'enveloppe allouée aux subsides d'assurance maladie. Je pense qu'on peut prendre des mesures assez rapides pour, dans ce domaine, favoriser le pouvoir d'achat des ménages qui est assez mis à contribution par la crise.

Comprenez-vous les manifestations contre les mesures sanitaires qui prennent beaucoup d'ampleur en Suisse ces derniers temps?



Roby Tschopp
Les Verts

Le choix appartient désormais à l'électeur. Les partis ont présenté leur ticket et chacun des deux tickets en lice compte une femme. C'est le peuple qui déterminera combien de femmes siègeront au Conseil d'Etat.

Ce sera une attention de tous les instants et dans tous les détails en faveur de l'écologie, la nature et la transition climatique, bien sûr. Il n'y a pas que les programmes cantonaux, mais il y a aussi des efforts ciblés à fournir à l'intérieur de chaque département.

Je comprends qu'il y ait une lassitude, voire un ras-le-bol de la population, mais je ne suis pas pour la désobéissance civile.

Je comprends cette lassitude. Nous sommes tous très fatigués par cette situation et nous aspirons tous à revenir à une situation normale. Maintenant, nous devons faire preuve de patience et j'inviterai tous ces mouvements à prendre en considération les soignants qui sont au front pour s'occuper de chacune et chacun d'entre nous, que l'on soit pour ou contre les mesures sanitaires, que l'on manifeste ou pas dans la rue. Les soignants prendront en charge toutes les personnes et c'est à eux que nous devons penser aujourd'hui.

On peut comprendre le ras-le-bol de la population. Je crois que personne n'applique ces mesures sanitaires auxquelles nous sommes confrontés de gaieté de cœur. Mais la responsabilité nous recommande de tenir bon encore un moment. Le bout du tunnel est en vue, j'en suis persuadé.